

*Binota Moy Dhamai*  
*Pallab Chakma*

## **Elaboration des lois et des politiques**

Le 1<sup>er</sup> juillet 2014, la Loi sur le Conseil de Développement des CHT (CHT-DB) a été adoptée par le Parlement, transformant ce Conseil en un organe statutaire. La loi a été adoptée malgré l'opposition du Conseil régional des CHT (CHT-RC), qui a fait valoir que la transformation du CHT-DB en organe statutaire créerait de la complexité dans l'administration et le développement, alors que les principales institutions qui constituent le système d'administration spécial dans les CHT selon l'Accord des CHT : sont les trois Conseils de district des Collines (Hill District Councils - HDC) et le Conseil régional des CHT (CHT-RC).<sup>1</sup>

Le 23 Novembre 2014, le Parlement a adopté trois amendements émis par les Conseils de District des Collines malgré la forte opposition de la communauté autochtone. Le Ministère des Affaires des Chittagong Hill Tracts Affaires a présenté les amendements déposés par les Conseils de district des Collines (HDC) de Rangamati, Khagrachari et Bandarban le 1er Juillet. À la suite de cette nouvelle législation, le nombre de membres intérimaires des HDC <sup>2</sup> sera porté de 5 à 11 membres, dont trois membres non-autochtones. En augmentant le nombre de membres non élus, le Gouvernement viole l'Accord des CHT, qui prévoit la formation d'une liste électorale comprenant seulement des résidents permanents des trois districts des collines, et oblige le gouvernement à consulter le Conseil régional des CHT avant l'adoption ou la modification d'une loi ayant un effet négatif sur le développement des trois districts des collines, et le bien-être des autochtones.<sup>3</sup>

En Septembre, au cours de sa 3<sup>ème</sup> session parlementaire ordinaire, le gouvernement a adopté le 16<sup>e</sup> amendement de la Constitution du Bangladesh, obligeant le Parlement à enquêter et limoger des juges de haut niveau pour des raisons d'incapacité et d'inconduite<sup>4</sup>

Malgré de fortes demandes des peuples autochtones d'être reconnus comme Adivasi / peuples autochtones dans la Constitution au cours de la dernière modification de la Constitution en 2011 (voir The Indigenous World 2012), cette question n'a pas été examinée dans le 16<sup>e</sup> amendement.

## **État de la mise en oeuvre de l'Accord des Chittagong Hill Tracts**

Seules quelques initiatives mineures ont été prises en 2014 pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord des CHT qui restent partiellement ou totalement inappliquées. Le gouvernement a transféré cinq sujets aux HDC: l'agriculture itinérante, l'enseignement secondaire, la naissance et la mort et autres statistiques, les entreprises de prêt d'argent et le tourisme .<sup>5</sup>

Certains des sujets plus importants ne sont cependant pas encore été transférés, y compris la supervision, la préservation et le développement du droit et de l'ordre dans le district, la gestion des terres et la police locale.



A la session parlementaire d'octobre 2013, le gouvernement a failli faire passer le projet d'amendement de la loi de 2001 sur la Commission de règlement des différends fonciers, mais n'a finalement pas réussi à le faire (voir The Indigenous World 2014).

Compte tenu de l'engagement répété du Gouvernement de modifier la loi, il était prévu que le projet de loi serait placé dans une des sessions du Parlement en 2014. Cela n'a pas été le cas en dépit de la majorité absolue du parti au pouvoir au Parlement.

Tout au long de l'année 2014, la non mise en œuvre de l'Accord des CHT a continué à causer de graves violations des droits de l'homme des peuples autochtones. Par exemple, les gardes-frontières du Bangladesh (Border Guard Bangladesh-BGB) ont pris l'initiative d'acquérir environ 32 acres de terres enregistrées des populations autochtones de trois villages dans le district de Dighinala, arrondissement de Khagrachari afin d'y établir le quartier général du bataillon. L'acquisition des terres a entraîné l'expulsion d'au moins 21 familles autochtones Jummas. Une école primaire

avec 200 élèves et un temple bouddhiste sont également confrontés à l'incertitude. Le 10 juin, un affrontement a eu lieu entre les populations autochtones et le personnel des BGB au sujet de l'installation du bataillon ; au moins 18 villageois, dont plusieurs femmes, ont été blessés.<sup>6</sup>

### **Le Bangladesh devient membre du Conseil des droits de l'homme**

En Octobre, le Bangladesh a été élu membre du Conseil des Droits de l'Homme pour la période 2015-2017. Dans le cadre de sa candidature, le Gouvernement du Bangladesh a exposé un certain nombre d'engagements volontaires, y compris « intensifier ses efforts, tout en cadrant ses politiques et stratégies nationales, pour respecter les principes fondamentaux inscrits dans la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l'Homme et les instruments internationaux et régionaux relatifs aux droits de l'homme auxquels il fait partie » et « continuer à promouvoir et protéger les droits des minorités religieuses et ethniques et travailler à maintenir l'harmonie traditionnelle communautaire en défendant les valeurs laïques, pluralistes et inclusives de l'État et de la société en général ».<sup>6</sup>

### **Droits fonciers et déplacements**

La dépossession des terres des peuples autochtones par les accapareurs de terres influents qui reçoivent un soutien de l'administration locale s'est intensifiée de façon significative en 2014. Selon un rapport de la Fondation Kapaeeng, environ 3.911 acres de terre des CHT ont été saisis par des acteurs étatiques et non étatiques en 2014, pendant que 84.647 acres de terres des CHT étaient en train d'être occupés et achetées. Le Département de la Forêts a intensifié ses mesures pour acquérir plus de 84.542 acres de terre, déclarée comme forêt réservée et protégée, tandis que le BGB a violé les droits fonciers coutumiers des peuples autochtones ainsi que les dispositions de la loi de 1998 sur les conseils de district des Collines (HDC) concernant les acquisitions de terres.<sup>8</sup>

En outre, au cours de l'année, près de 102 familles autochtones (2 des plaines, 100 des CHT) ont été expulsées de leurs maisons ancestrales ; 886 familles autochtones (300 dans les plaines et 586 dans les CHT) ont été menacées d'expulsion, et 153 familles autochtones (89 des plaines et 64 des CHT) ont été attaquées dans le but de saisir leurs terres. En outre, 10 personnes autochtones ont été arrêtées par la police et 150 personnes autochtones (106 dans les CHT et 44 dans les plaines) ont été victimes de fausses accusations à partir de cas falsifiés. Comme les années précédentes, les femmes autochtones ont été victimes de violences au cours de nombreux incidents liés à la terre à travers le pays en 2014.<sup>9</sup>

Cette situation est aggravée par le manque d'initiatives du gouvernement pour empêcher la dépossession des terres par les colons bengalis et accapareurs de terres influents sous le patronage direct des administrations locales. Un afflux croissant d'autres acteurs, tels que les sociétés privées, les organisations criminelles et personnalités politiquement puissantes, ont fait empirer le problème.

### **Violence contre les femmes autochtones**

En raison de l'impunité quasi totale dont jouissent les auteurs de violence contre les femmes autochtones, le nombre de victimes de violence a augmenté de 67 en 2013 à 122 en 2014. Par exemple, Bichitra Tirki, 36, une femme leader autochtone du Jatiya Adivasi Parishad (JAP), membre élue de l'Union Parishad (organe du gouvernement local), et

éminente militante autochtone du village de Jinarpur dans le district de Chapainawabgonj, a été torturée et abusée sexuellement par un groupe de 30-35 personnes le 4 août 2014. L'attaque était liée à un litige foncier. Bichitra a déposé un dossier de plainte au poste de police de Gomstapur ; sur les 18 accusés, la police en a arrêté dix. Cependant, le supposé cerveau de l'attaque, et certains des principaux auteurs n'ont toujours pas été inculpés. Malgré les protestations et des demandes de la société civile, les auteurs ont été libérés sous caution le 24 septembre par la Cour du juge de district.<sup>10</sup>

En Septembre 2014, le Réseau des femmes autochtones du Bangladesh (BIWN) a organisé la deuxième Conférence nationale des femmes autochtones, lors de laquelle la situation de la violence contre les femmes autochtones et ses causes ont été discutées et analysées. Les participants, entre autres, ont mis en évidence la façon dont les femmes autochtones sont touchées par l'accaparement des terres et les nombreux obstacles à l'accès la justice, y compris la falsification des rapports médicaux en cas de viol, d'inefficacité et de la discrimination dans le système juridique, et l'aide juridique déficiente. La conférence a conclu par la Déclaration de Dhaka, qui comprenait des recommandations sur la punition exemplaire pour les auteurs de violence contre les femmes et les enfants autochtones, et la nécessité d'assurer la participation des femmes autochtones dans les processus de prise de décision, entre autres choses.<sup>11</sup>

## **Application du Document final de la Conférence mondiale sur les peuples autochtones (CMPI)**

Le Document final de la Conférence mondiale de 2014 sur les peuples autochtones est considéré significatif par les organisations et les militants autochtones en terme de promotion des droits des peuples autochtones au niveau national, en fournissant un guide pour les activités de promotion de la Déclaration des Nations Unies. La disposition relative au FPIC et des mesures législatives et administratives pourrait, par exemple, être utilisée pour promouvoir la participation directe des peuples autochtones dans l'élaboration et la mise en œuvre de la législation et des mesures administratives au Bangladesh. Pendant la rédaction des lois et des politiques, les peuples autochtones sont très rarement consultés ou approchés. Le droit d'être consulté est inscrit dans l'Accord des CHT mais rarement appliqué, comme décrit ci-dessus. Les leaders autochtones et des militants sont en train de planifier une série de discussions sur la façon d'appliquer le document final et le mettre en œuvre au niveau national, qui devrait déboucher sur un plan d'action concret.

### **Notes and references**

1. Press statement by Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti (PCJSS) entitled "Implementation of CHT Accord on the Occasion of the 17th Anniversary of CHT Accord" 29 November 2014
- 2.No election has been held to the HDCs for 21 years. The members are selected by the ruling parties and therefore not accountable to the people in the CHT. (See also <http://unpo.org/article/16995>).
- 3 ; Statement by the Chittagong Hill Tracts Commission, 2 December 2014 (<http://chtcommission.org/>).
4. <http://bdnews24.com/bangladesh/2014/09/17/16th-amendment-passed-to-restore-parliaments-power-to-sack-judges>
5. Press statement by Parbatya Chattagram Jana Samhati Samiti (PCJSS) entitled "Implementation of CHT Accord on the Occasion of the 17th Anniversary of CHT Accord" 29 November 2014
6. <http://www.dhakatribune.com/bangladesh/2014/jul/01/indigenous-families-and-government-dis->

pute-over-land-ownership-khagrachhari

7. A/69/393, para 7.

8. Kapaeeng Foundation 2015, Human rights report 2014 on indigenous peoples of Bangladesh, Kapaeeng Foundation, Dhaka.

9. Kapaeeng Foundation 2015, Human rights report 2014 on indigenous peoples of Bangladesh, Kapaeeng Foundation, Dhaka.

10. <http://kapaeeng.org/an-indigenous-women-activist-raped-and-three-indigenous-persons-including-a-woman-killed-in-a-week-in-bangladesh/>; <http://kapaeeng.org/update-on-attack-upon-bichitra-tirki-in-chapainawabganj-18-alleged-attackers-granted-bail/>

11. <http://kapaeeng.org/2nd-national-indigenous-women-conference-held-in-dhaka-indigenous-women-declared-dhaka-declaration-for-united-movement/>

***Binota Moy Dhamai*** est un Jumma du peuple Tripura des Chittagong Hill Tracts et est un militant dans le mouvement pour les droits et la reconnaissance des peuples autochtones du Bangladesh. Il est un membre actif du Forum du Bangladesh des peuples autochtones et membre du Conseil exécutif du Pacte des peuples autochtones d'Asie (AIPP) ([bdtripura@gmail.com](mailto:bdtripura@gmail.com)).

***Pallab Chakma*** appartient au peuple Chakma des Chittagong Hill Tracts (CHT) du Bangladesh. C'est un militant pour les droits des peuples autochtones et Directeur exécutif de la Fondation Kapaeeng, pour les droits des peuples autochtones du Bangladesh ([pallab.rangei@gmail.com](mailto:pallab.rangei@gmail.com)).

Source : IWGIA, *The Indigenous World 2015*  
Traduction pour le GITPA par **Dominique Clochon**  
(*International Jumma Voice*),